

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 14 JUIN 2017

SOMMAIRE

- 1) **En fait !**
- 2) **La France insoumise appelle à voter...**
- 3) **Ils sont « décapités, éclatés »**
- 4) **Ce n'est que le début...**
- 5) **L'effondrement du siècle**
- 6) **Le trou noir...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Législatives: en fait Macron fait moins bien que Hollande et Sarkozy



Le président français Emmanuel Macron, le 8 juin 2017 à Paris (image d'illustration).afp.com/PATRICK KOVARIK

Le parti du président devrait rafler une majorité écrasante à l'Assemblée. Mais en nombre de voix, LREM fait moins au premier tour que le PS en 2012 ou l'UMP en 2007.

Attention, les apparences peuvent être trompeuses. Certes, au lendemain du premier tour des législatives, La République en marche essaye de ne pas trop jubiler malgré ses excellents scores: au niveau national, le parti d' Emmanuel Macron a recueilli 32,30% des voix et devrait faire main basse sur l'Assemblée dimanche prochain.

D'après un sondage Elabe pour BFMTV, LREM devrait obtenir une majorité écrasante le 18 juin prochain en propulsant entre 415 et 445 députés au palais Bourbon.

Une victoire sans triomphe

Pourtant, deux faits, intimement liés, viennent entacher les résultats de dimanche: d'une part la très forte abstention qui a battu des records -plus d'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé- et, d'autre part, le faible nombre de voix, en valeur absolue, accordé au parti présidentiel.

D'après le ministère de l'Intérieur, La République en marche et son allié le Modem ont recueilli 7 323 026 voix au premier tour, loin devant tous les autres partis. Mais, au premier tour des législatives en 2012, le Parti socialiste et ses alliés (radicaux de gauche et divers gauche) recueillaient 8 928 779 voix, et un peu plus de 10 millions au deuxième tour, ce qui leur avait conféré une majorité absolue.

Même chose en 2007, à droite cette fois-ci. Au premier tour des législatives, l'UMP et ses alliés avaient recueilli 11 860 600 voix et emporté la majorité absolue au second avec plus de 10 millions de voix. Des scores très loin de ceux obtenus par La République en marche. Ce qui n'empêchera pas le parti présidentiel d'obtenir la plus grande majorité à l'Assemblée depuis... 1993.



Malgré ses 7,3 millions de voix au premier tour, LREM est loin derrière les scores du PS en 2012 (8,9 millions) et de LR/UMP 2007 (11,8 millions).

L'Express



LAPRESSEENREVUE.EU



Martine Billard, animatrice du comité électoral national de La France insoumise le 14 mai 2017. — ISA HARSIN/SIPA

Les deux camps ne s'entendent pourtant pas très bien...

La France insoumise a appelé ce lundi ses électeurs à voter au second tour des législatives pour ses candidats qualifiés mais aussi pour ceux du parti communiste, avec lequel elle est en froid, et pour les socialistes frondeurs « ayant signé la motion de censure contre la loi El Khomri ».

« Nous appelons les électrices et les électeurs à donner le maximum d'élus à une opposition écologique et sociale à l'Assemblée nationale », a assuré dans un communiqué Martine Billard, animatrice du comité électoral national de La France insoumise (FI).

Martine Billard a cité les « 74 candidats investis ou soutenus par La France insoumise » qui se sont qualifiés pour le second tour mais aussi les communistes qualifiés, 14 en tout, dont quatre étaient déjà soutenus par FI au premier tour.

Par ailleurs, elle a évoqué les « frondeurs socialistes ayant signé la motion de censure contre la loi El Khomri », soit entre trois et quatre qualifiés, parmi lesquels leur chef de file Christian Paul dans la 2e circonscription de la Nièvre.

« Pas une voix pour le Front national »

FI avait refusé de passer des alliances avec les candidats communistes, socialistes ou écologistes avant le premier tour, sauf à ce qu'ils acceptent des conditions drastiques comme une charte graphique labellisée FI unique ou l'inscription à l'association de financement du mouvement créé début 2016 par Jean-Luc Mélenchon.

Dans tous les autres cas de figure, a précisé Mme Billard à l'AFP, FI laisse ses électeurs décider. « Sauf s'il y a un candidat du Front national, notre consigne c'est : pas une voix pour le Front national », a-t-elle dit. Selon elle, la constitution d'un groupe parlementaire, soit l'élection de 15 députés, est envisageable.

20 Minutes avec AFP



1) **Législatives 2017: les frondeurs en passe de s'effacer, eux aussi**

Aurélie Filippetti mais aussi Karine Berger, Jérôme Guedj, Laurent Baumel et Jean-Marc Germain sont éliminées dès le premier tour. Les opposants internes au quinquennat Hollande ne parviennent pas à tirer leur épingle du PS.



CHRISTOPHE SAIDI/SIPA



Grégoire Pinson
Journaliste

Une véritable claque. Aurélie Filippetti, ancienne ministre de la Culture, partie rejoindre, en 2014, les rangs de la fronde à l'Assemblée, est éliminée dès le premier tour de l'élection législative en Moselle. Après avoir été porte-parole de Benoît Hamon pendant la campagne présidentielle, elle obtient moins de 12% des voix dans cette circonscription qui comprend le centre de Metz.

Aurélie Filippetti avait fort à faire pour l'emporter : au premier tour de la présidentielle, le candidat PS n'avait obtenu que 5,27% des voix sur le département de l'Est, alors que Marine Le Pen arrivait en tête avec 28,3% des voix. La candidate du FN, Laurence Burg, sera d'ailleurs au deuxième tour, puisqu'elle a emporté 18% des voix.

En marche en force à Metz

En outre, l'ex-ministre de la Culture, fille d'un mineur de Lorraine, se trouvait pour les législatives face à un candidat En Marche bien implanté et à la forte personnalité. Belkhir Belhaddad, adjoint au Sport à la mairie de Metz, est arrivé en tête avec 28% des voix. Né en Algérie, ce gérant d'une société de conseil énergétique pour l'industrie et les collectivités locales, GEM energy services, encarté au PS jusqu'à l'année dernière, a fait à plusieurs reprises le marathon des sables, dans le désert du Maroc.

Le revers est tout aussi douloureux pour Karine Berger. Cette polytechnicienne et ex-directrice des études économiques de l'assureur crédit Euler Hermes n'arrive qu'en cinquième position dans sa circonscription des Hautes Alpes, avec 11,45% des voix. Le deuxième tour opposera donc la conseillère départementale Pascale Boyer, candidate LREM, ancienne du PS et son opposante LR Catherine Asso (LR). Ancienne du PS, Pascale Boyer a obtenu 32% des voix contre 14% pour Catherine Asso.

Germain, Guedj et Baumel éliminés

Des figures de la fronde disparaissent également par la petite porte. Jean-Marc Germain, proche de Martine Aubry et directeur de campagne de Benoît Hamon, arrive en quatrième position dans sa circonscription des Hauts de Seine, qui

comprend notamment Clamart et Chatillon. Il est totalement dépassé par la percée de Jean-Louis Bourlanges, énarque et figure centriste du Parlement européen pendant deux décennies, qui déboule avec plus de 40% de voix.

Jérôme Guedj, ancien président du conseil général de l'Essonne, ne parvient pas, lui, à forcer la porte de l'Assemblée nationale. Il manque 300 voix à l'ancien suppléant de François Lamy, qui avait siégé lorsque ce dernier était ministre de la Ville, pour figurer au second tour.

Quant à Laurent Baumel, s'il sauve l'honneur avec 16,30% des suffrages exprimés dans sa circonscription d'Indre et Loire, ce résultat ne lui permet pas, lui non plus, de figurer au second tour. Il opposera Hervé Novelli, ex-secrétaire d'Etat au PME de Nicolas Sarkozy, à Fabienne Colboc, LREM. Cette dernière s'était illustrée par quelques cafouillages verbaux pendant sa campagne – ce qui ne l'empêche pas d'être favorite pour le second tour, avec plus de 34% des voix.

Des frondeurs résistants

Ces éliminations brutales signent-elle l'échec de la fronde? Malgré les critiques bruyantes de ces opposants, redoublées avec l'arrivée de Valls à Matignon, cette aile gauche semble rejetée par les électeurs au même titre que le reste du PS, sans différenciation. Les résultats obtenus par quelques figures de la fronde amènent toutefois à nuancer cette analyse. Christian Paul, Régis Juanico et Yann Galut parviennent, dans leurs terres électorales, à obtenir des scores bien meilleurs que le PS au niveau national. Mais ils sont largement devancés par les candidats macronistes.

Christian Paul, figure du mouvement des frondeurs, dépasse ainsi les 18% dans la 2ème circonscription de la Nièvre, dont il est élu depuis 1997. Mais il doit céder la première place à Patrice Perrot, candidat La République en marche (LREM), qui décroche près de 34% des voix. Situation d'autant plus cruelle que Patrice Perrot est le fils de l'ex-suppléant de Christian Paul, François Perrot, qui avait pris sa place à l'Assemblée lorsque Christian Paul était Secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer du gouvernement Jospin...

Régis Juanico, porte-parole de Benoît Hamon pendant la présidentielle, décroche lui 19,25% des voix dans sa circonscription de la Loire, qui comprend Saint-Etienne. Mais il est lui aussi loin derrière la candidate LREM, en tête du premier tour avec près de 35% des suffrages. Magalie Viallon, 43 ans, parfaitement novice en politique, est chercheur au CHU de Saint-Etienne. Elle a aussi travaillé en entreprise, au sein de Siemens Healthcare, et elle a passé plusieurs années à l'étranger aux USA et en Suisse.

Le scénario est identique pour Yann Galut dans le Cher. Avec 19,4% des suffrages exprimés, il aura bien du mal à refaire son écart avec Loïc Kervran. Le candidat LREM, âgé de seulement de 33 ans, a obtenu 33% des voix.

challenges.fr



2) **A gauche, la bataille des législatives se joue sur un champ de ruines**

La gauche - le Parti socialiste surtout - s'attend à vivre des législatives très compliquées avant de penser à sa recomposition.

© Reuters



Qui sera le gardien du cimetière? Pour la gauche, ces législatives s'annoncent douloureuses. Rien - ni l'affaire Ferrand, ni la hausse de la CSG, ni la réforme du Code du travail - ne semble ralentir la marche des macronistes sur l'Assemblée nationale. "C'est irrationnel, rien ne prend", constate, dépité, un candidat socialiste. Le Parti socialiste devrait diviser son nombre de députés par 10 et la constitution même d'un groupe n'est pas assurée. "Ce que Hollande laisse à ma génération, ce n'est même pas un champ de ruines, c'est Hiroshima. En cinq ans, les hollandais ont tout éradiqué", se lamente un pilier du parti, candidat aux législatives.

"Un risque de disparition de la social-démocratie"

"Il y a un risque de disparition de la social-démocratie", relève un hamoniste. La question du leadership va vite se poser, notamment à la tête du PS. "Camba? C'est difficile de reconstruire quand vous portez la défaite. On a débarqué Harlem Désir pour moins que ça", estime un cadre du parti, qui souhaite un changement de génération. En créant leur association ou leur mouvement, Anne Hidalgo et Benoît Hamon se lancent déjà dans la bataille de 2022.

Mais dans ce combat pour le leadership à gauche, et c'est une nouveauté de cette présidentielle, tout ne se joue plus exclusivement à l'intérieur du PS. Ayant réalisé plus de trois fois le score de Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon projetait de "remplacer" le PS et promettait à Macron une "nouvelle cohabitation". Cette dernière hypothèse n'est plus d'actualité. Pis, les sondages lui promettent d'avoir moins de députés que le PS.

"Même si on perd les législatives, notre centralité va tout de même nous donner les moyens de maîtriser la forme de la république", explique, dans une interview à Society, le leader de La France insoumise, qui parie désormais moins sur l'Assemblée et davantage sur le "surgissement d'une contre-société" dont il serait la figure de proue.



3) Législatives : vous pensiez dire adieu aux éléphants socialistes battus ? Pas si vite...

Par Étienne Girard

Ce n'est pas parce qu'on a perdu qu'on doit changer de vie, dit le proverbe socialiste. Le recasage des députés battus est une tradition solférinienne qui devrait encore se perpétuer cette année...

Le désaveu est brutal. Ce lundi 12 juin, la majorité des députés socialistes qui se représentaient ont été éliminés dès le premier tour : une centaine sur 174. Des têtes connues ont pris une veste mémorable : Benoît Hamon, Jean-Christophe Cambadélis, Aurélie Filippetti, Matthias Fekl... Et la plupart de ceux qui se sont qualifiés sont en bien mauvaise posture à l'orée du second tour. Les ex-ministres Najat Vallaud-Belkacem ou Myriam El-Khomri, arrivées en deuxième position, auront par exemple bien du mal à se faire élire.

Pas sûr pour autant qu'on retrouve ces jeunes éléphants à Pôle Emploi dans les mois prochains. Le plus probable est qu'ils continuent à faire de la politique à temps plein. Pour cela, il faut de l'argent. Cela tombe bien puisque ceux qui étaient députés et âgés de moins de 60 ans (Hamon, Filippetti, Fekl) vont toucher une indemnité de retour à l'emploi pendant trois ans. Elle est égale à 5.599 euros brut pendant six mois, puis dégressive jusqu'à atteindre 1.120 euros au bout de la troisième année.

Plus de 6.000 euros de retraite pour Camba

A 65 ans, Jean-Christophe Cambadélis sera trop vieux pour bénéficier de ce dispositif. Pas suffisant pour le décourager. "Je ferai de la politique jusque dans ma tombe", a prévenu le premier secrétaire du PS pendant sa campagne. Avec sa retraite de parlementaire, cela ne devrait pas poser de problème. Député pendant 25 ans, il devrait toucher chaque mois une somme avoisinant les 6.300 euros, si l'on en croit les calculs de René Dosière, lui aussi député pendant plus

de vingt ans.

Benoît Hamon, 49 ans, n'arrêtera pas non plus sa carrière politique. Prévoyant, il s'est fait réélire conseiller régional d'Ile-de-France, en décembre 2015. Chaque mois, il va donc continuer à toucher la somme de 2.927,13 euros brut. Il pourrait par ailleurs briguer un mandat de sénateur, lors du renouvellement de la Chambre haute en septembre. Comme Marianne le révélait il y a quelques mois, il a fait geler les investitures PS dans son fief des Yvelines... au cas où. S'il renonce à se présenter - le rapport de forces local est loin de lui garantir un siège -, l'ex-candidat du PS à la présidentielle pourra se consacrer au mouvement "transpartisan" qu'il va créer le 1er juillet prochain.

Le futur ex-député des Yvelines n'est pas la seule tête d'affiche PS à avoir conservé un mandat local. Myriam El-Khomri, 39 ans, ne devrait avoir aucun mal à boucler ses fins de mois puisqu'en tant que conseillère de Paris, elle touche toujours 4.095 euros brut par mois. Et ce jusqu'en 2020.

L'ex-ministre de l'Intérieur Matthias Fekl, 39 ans, est lui conseiller régional de la Nouvelle-Aquitaine (2.661,03 euros brut par mois). Juge administratif, il pourrait par ailleurs choisir de réintégrer son corps d'origine. A côté, Aurélie Filippetti, 43 ans, fait pâle figure avec ses 253 euros brut mensuels en tant que conseillère municipale de Metz. Pas de panique, néanmoins : sur simple décision du maire, Dominique Gros, dont elle est proche, elle pourrait devenir adjointe. Un poste rémunéré à hauteur de 2.439 euros mensuels brut.

Finalement, Najat Vallaud-Belkacem, 39 ans, est la seule responsable PS à ne pas avoir de plan de secours évident. Éluë nulle part, l'ex-ministre de l'Éducation n'est pas fonctionnaire mais... collaboratrice d'élus de carrière. Gageons toutefois qu'elle trouvera une source de revenus pour patienter en ces temps de disette politique.

L'exemple des jeunes loups de 93

L'ex-élue du Rhône et ses camarades pourront prendre exemple sur ses aînés socialistes défaits en 1993. Cette année-là, les législatives laissent le PS exsangue, avec seulement 57 députés élus. De nombreux jeunes loups sont balayés, sans mandat. Pour autant, aucun ne change de vie. Au contraire, tous parviennent à se rémunérer tout en continuant la politique à temps plein ou presque.

Pour les fonctionnaires, c'est facile, ils réintègrent leur corps d'origine et y passent le moins de temps possible. François Hollande, alors âgé de 38 ans, retourne ainsi à la Cour des comptes, tout en devenant secrétaire national du PS et président du Club Témoin, voué à porter l'éventuelle candidature présidentielle de Jacques Delors.

Pour les autres, c'est le système D. Dominique Strauss-Kahn, fonde à 44 ans un cabinet d'avocats, tandis que Thierry Mandon, 36 ans, embrasse une carrière de consultant. A 42 ans, Jean-Christophe Cambadélis, doit lui aussi trouver un emploi. Il fait mieux en se faisant embaucher à la fois par une filiale de la Mnef - il est "chargé des contacts auprès des ambassades ou des universités" - et par une société gestionnaire de foyers pour travailleurs immigrés. Pendant ce temps, il se consacre à la reconstruction du PS en organisant - avec succès - les Assises de la transformation sociale en 1994. En 2000 et 2006, il sera condamné pour emploi fictif dans ces deux affaires.

On l'a vu, la vague de défaites ne les a pas empêché de rester dans le champ politique... jusqu'à devenir ministres, patron du PS ou même président de la République vingt ans plus tard.



par Étienne Girard



III) Résultats législatives : "Nous sommes décapités et éclatés", estime Thierry Mandon

INVITÉ RTL - Thierry Mandon, ancien secrétaire d'État de François Hollande, réagit à la débâcle subie par la gauche au premier tour des élections législatives et invite à la "réinvention d'un nouveau Parti socialiste".

Elizabeth Martichoux Journaliste RTL

Au lendemain du premier tour des élections législatives, **Thierry Mandon**, ancien secrétaire d'État en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche sous le gouvernement de Manuel Valls, a confié son sentiment après la **déroute historique du Parti socialiste**. "C'est plus que violent, **nous sommes à terre, décapités, éclatés**", a-t-il déclaré. Il précise qu'il "est quand même difficile d'avoir un soir de premier tour aussi violent". Le Parti devrait même **battre son triste record de 1993** avec 57 députés à l'Assemblée. Selon les estimations, les socialistes devraient avoir une vingtaine de députés. Après cette très lourde défaite, "**la réécriture et la réinvention d'un nouveau Parti socialiste**, c'est la première des tâches qui sera devant nous dans quelques jours", assure Thierry Mandon.

Contrairement à François Lamy qui a choisi de blâmer François Hollande et Manuel Valls pour sa défaite dans la 1ère circonscription du Nord, Thierry Mandon estime que **les socialistes sont tous co-responsables**. Il refuse de chercher à désigner un bouc émissaire. "Il faut commencer à se poser et réfléchir collectivement et surtout **ne pas recommencer les stratégies individuelles** pour exister et reconstruire autour de soi". Pour l'ancien secrétaire d'État de François Hollande, "le nouveau Parti socialiste aura besoin de collectif, de goût du travail ensemble".

Thierry Mandon estime que si le Parti veut être crédible dans un **processus de reconstruction**, il faut commencer par **travailler collectivement** sans chercher d'"homme providentiel". "Même si on est décapités nationalement, on a des élus locaux extraordinaires", assure l'ancien homme politique. Il estime qu'il faut "donner les clés à une nouvelle génération qui doit reconstruire". Il invite les politiques de gauche à arrêter avec "**l'espèce de syndrome hyper-présidentiel** qui s'est emparé du Parti socialiste et qui fait que chaque personne qui a un peu de charisme se voit comme le prochain président de la République". Conclusion, le parti doit "se poser et bosser". Si Thierry Mandon concède que "Jean-Christophe Cambadélis est un grand responsable politique", il ajoute "qu'il comprend bien qu'il a un vrai problème". Il souhaite désormais pour le Parti socialiste "**un collectif d'une nouvelle génération**".

Nous sommes victimes d'un monstre que nous avons nous-même inventé

Thierry Mandon

D'ici dimanche prochain, l'ancien secrétaire d'État estime "qu'il faut **faire en sorte qu'il y ait quelques députés socialistes** pour que des gens portent un message national". Il serait donc important "pour avoir un appui, d'avoir un **groupe le plus solide possible à l'Assemblée**". Le but : être une force d'opposition contre la prochaine réforme du Code du travail qu'il estime être un "**choc libéral daté**".

Concernant le raz-de-marée de La République En Marche annoncé, Thierry Mandon estime que la responsabilité revient "au vote de **la réforme des institutions inique de 2002** qui a mis la législative après la présidentielle, faisant en sorte que les députés soient les témoins de mariage du président de la République et du peuple français". Il conclut avec humilité en confiant que **la gauche n'a pas su réformer ce dispositif**. "Nous sommes victimes d'un monstre que nous avons nous-mêmes inventé".

rtl.fr

IV) Réforme du travail : des manifestations "dans toute la France" le 19 juin

par SudOuest.fr avec AFP.



En 2016, des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté dans toute la France contre la loi Travail de Myriam El Khomri. archives illustration Salinier Quentin

Le collectif syndical et associatif "Front social" organise le 19 juin des rassemblements dans plusieurs villes "contre Macron et ses ordonnances" réformant le marché du travail

"Face aux attaques gouvernementales contre le Code du travail et la protection sociale qui se précisent et à la parodie de négociation à laquelle les dirigeants syndicaux se prêtent, nous répondons par la mobilisation, dans toute la France, dès le 19 juin", indique dans un communiqué le collectif "Front social", composé de sections CGT, Sud ou Unef et d'associations.

"On répond à un manque"

A Paris, un rassemblement est prévu à 18 heures devant l'Assemblée nationale, "une cible toute symbolique puisque ce sera le lendemain du second tour des élections législatives", précise Laurent Degousée, de Sud-Commerce. Des rassemblements sont également organisés à Bordeaux, Saint-Nazaire, Lille, Grenoble ou encore Marseille, est-il indiqué sur la page Facebook du Front social, qui se réunit samedi à la Bourse du travail à Paris.

"On répond à un manque, on fait le travail qui devrait être fait par les confédérations", qui n'ont pour l'heure pas annoncé de mouvement national, ajoute Laurent Degousée. La CGT a évoqué "une journée d'action", mais sans date précise. Elle organisera au préalable, pendant toute la semaine du 19 juin, des réunions, rassemblements et autres initiatives pour informer les salariés.

Promesse de campagne d'Emmanuel Macron, la réforme du code du travail se fera par ordonnances, avec un projet de loi d'habilitation en conseil des ministres le 28 juin. Une concertation est prévue avec les partenaires sociaux cet été, la publication des ordonnances étant prévue avant le 21 septembre.

sudouest.fr

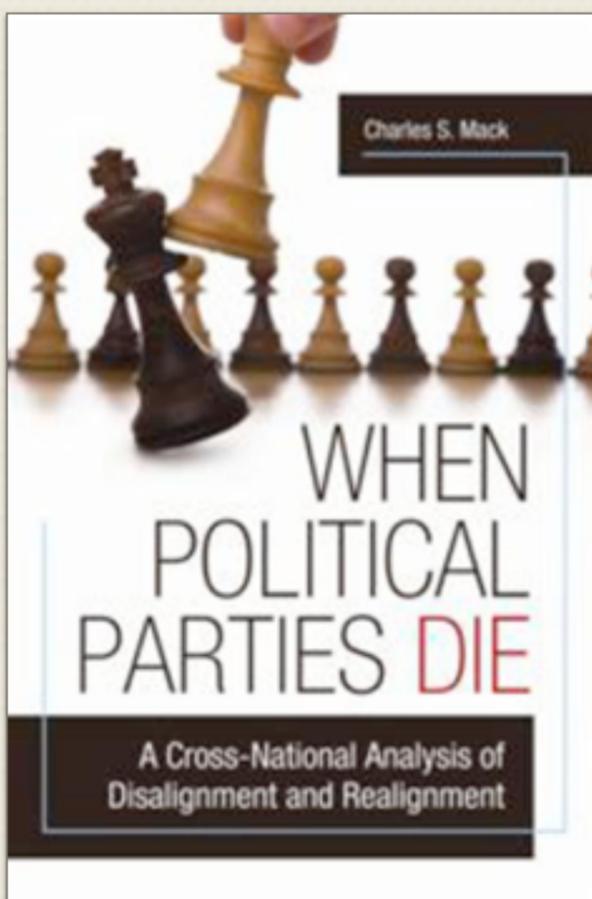
V) PS: un cas rare d'effondrement partisan

Par Fabien Escalona

La défaite du PS, d'une ampleur massive, signe son effondrement en tant que grand parti de gouvernement. Les rares précédents comparables dans l'histoire des démocraties occidentales ne lui laissent guère espérer la reconquête de ce statut perdu.

Il faut prendre la pleine mesure de la débâcle subie par le PS lors de ces législatives. Elle n'est pas seulement plus massive que les lourdes défaites enregistrées par le passé. Elle présente aussi une différence de nature. Nous assistons en effet à l'effondrement d'un grand parti de gouvernement. Ce phénomène, peu fréquent dans l'histoire des démocraties occidentales, n'a jamais donné lieu à un retour à la situation antérieure. Au contraire, il a généralement contribué à modifier durablement le paysage politique des États concernés. Si l'on se fie à ces précédents, l'avenir le plus probable du PS semble être de vivoter en tant que force d'appoint au cœur d'un système partisan transformé, à moins de se dissoudre dans une ou plusieurs formations politiques plus larges.

Charles S. Mack a consacré un ouvrage entier à cet angle mort de la littérature en science politique : l'écroulement des « major parties », c'est-à-dire ceux qui se révèlent capables d'accéder régulièrement au pouvoir et d'y diriger le gouvernement, seuls ou en coalition. Dans son livre, le chercheur aborde le cas des Whigs américains du milieu du XIXe siècle, incapables de s'entendre sur les enjeux conflictuels de l'esclavage et de l'immigration, et finalement supplantés par le Parti républicain. Il traite également des libéraux britanniques, trop lents à s'adapter à l'extension du suffrage aux couches ouvrières, divisés sur la question irlandaise, et que les travaillistes dépassèrent au début des années 1920. Il revient enfin sur l'écroulement des progressistes-conservateurs au Canada en 1993, dans un contexte de récession et à la suite de conflits entre le Québec et les provinces de l'Ouest, que ce parti aujourd'hui oublié n'avait pas su médiatiser.



Si Mack évoque aussi la chute de la démocratie chrétienne italienne au début des années 1990, c'est pour mieux souligner son caractère singulier en raison du délitement de l'ensemble du système partisan. Hors de l'espace anglophone, les radicaux français auraient pu lui fournir un autre cas intéressant : confrontés au déclin des classes moyennes indépendantes et du clivage religieux, pris dans l'étau de la bipolarisation après 1958-62, ceux-ci ont connu un déclin lent mais sûr, finissant scindés en deux et satellisés par les nouveaux partis de gouvernement de la Ve République. Postérieure à

l'écriture de son livre, on peut également citer la substitution de Syriza au PASOK grec comme force dominante de la gauche, à la faveur de la crise de la zone euro. Mais si l'on en reste au champ des démocraties consolidées depuis au moins 1945, il est difficile de trouver d'autres occurrences.

Que se passe-t-il donc de si spécial pour que le phénomène d'effondrement se produise ? Au-delà des différences irréductibles entre les quelques cas existants, il est possible de repérer la reproduction d'un même schéma. À chaque fois, des dirigeants défaillants se sont retrouvés en décalage par rapport à leur base électorale, à propos d'enjeux nationaux cruciaux ou en raison de changements sociologiques affectant cette base. Autre constante, des débouchés partisans alternatifs étaient disponibles, à proximité idéologique et pas trop usés par l'exercice du pouvoir. Une fois ce cocktail explosif constitué, non seulement les électeurs ont fui le parti concerné, mais le noyau de ceux-ci a fait défaut.

Pour Mack, cet élément est essentiel pour expliquer la différence entre une défaite politique ordinaire et un effondrement. Afin de rester un grand parti de gouvernement, il faut disposer d'un cœur d'électeurs fidèles en toute occasion, et que ce cœur soit d'une taille suffisante pour rester « concurrentiel » même en cas de défaite. C'est par la préservation et le renouvellement de ce noyau électoral que les grands partis reproduisent d'ordinaire leur domination sur la scène politique. Le PS français a ainsi surmonté la défaite de 1993 : avec encore 17,5% des suffrages, il était resté la principale force d'alternance face à la droite. Tour à tour, les travaillistes et les conservateurs britanniques ont de la sorte survécu à de longues périodes d'opposition (18 ans pour les premiers, 13 pour les seconds). Et les exemples de ce type pourraient être multipliés.

En revanche, dans les rares cas où le noyau a été atteint au profit d'une force

nouvelle ou auparavant mineure, les partis concernés ont définitivement perdu leur statut. Aucun « retour à la normale » ne s'est jamais observé. Et c'est précisément ce qui guette le PS. Tous les critères identifiés par Mack se retrouvent en effet dans sa situation actuelle.

Après la présidentielle, les législatives confirment d'abord que le parti a été abandonné par le cœur de son électorat. Compté seul, il ne recueille que 7,5 % des suffrages, c'est-à-dire moins que le score le plus bas de son histoire (10 %) en... 1906, lorsque la SFIO n'était âgée que d'un an. Surtout, le PS perd par la même occasion sa prééminence à gauche, puisqu'il est dépassé par La France insoumise, ainsi que son statut de première force d'opposition à l'Assemblée, détenu depuis 1962 à moins d'être soi-même au pouvoir. Il y a d'ailleurs fort à parier que si un groupe socialiste parvenait à se créer, ce ne serait qu'en faisant la part belle à des députés « Macron compatibles », satellisés par le pouvoir plus qu'en opposition à lui.

Parmi les quelques candidats qui sauveront leur peau, beaucoup devront en effet cette survie à l'absence bienveillante de LREM face à eux. Les autres, toujours en lice mais qui se retrouvent souvent sous la barre des 20 % voire des 15 %, ne seront qu'une goutte d'eau dans un océan d'obsolescence avérée, documentée par Mediapart dès dimanche soir. Même parmi les candidats les plus implantés, dont certains avaient gagné au premier tour en 2012, le ressac a été massif. Jérôme Lambert, qui avait emporté la 3e circonscription de Charente avec 54,2 %, a par exemple vu son score divisé par deux et pourrait perdre son siège. Dans les métropoles, les claques ont été encore plus impressionnantes, comme l'illustrent les 7 % accordés à Michel Destot, pourtant tenant d'une ligne sociale-libérale et député-maire de Grenoble pendant de longues années. Et dans les terres les plus ancrées à droite, le PS en est parfois réduit à des scores humiliants, jusque sous la barre des 2 % comme en Haute-Savoie.

Le lâchage du noyau socialiste le plus fidèle



© Fondation Jean Jaurès

La temporalité de cette décomposition du noyau électoral est instructive. Ce dernier a en effet tenu jusqu'aux régionales de 2015. Certes, les piteux résultats des élections intermédiaires sous Hollande témoignaient d'une lourde sanction infligée au parti au pouvoir, tout en révélant la dénationalisation progressive de son implantation territoriale. Cependant, dans le cadre du « tripartisme » très commenté à l'époque, rien ne laissait présager l'annihilation actuelle. Il était tout à fait rationnel pour les dirigeants du PS, resté dominant à gauche, d'anticiper une défaite nationale et une éventuelle alternance cinq ans après. « Après la pluie, le beau temps », comme le prévoyait avec lucidité Le Devin dans un album d'Astérix. La séquence 1992-94, durant laquelle des régionales, des législatives et des européennes désastreuses s'étaient succédé, n'avait-elle

pas précédé le retour de la « gauche plurielle », avant la conquête par le parti d'une majorité de collectivités territoriales dans les années 2000 ?

On voit bien que nous ne sommes plus dans cette configuration. Entre-temps, deux réformes ont marqué l'année 2016. L'une, inaboutie, fut l'élargissement de la déchéance de nationalité et son introduction dans la Constitution. De la part de l'exécutif Hollande-Valls, c'était faire là un accroc dans le libéralisme culturel qui unifie non seulement l'électorat socialiste, mais toute la gauche. Macron, on le sait, avait pris ses distances et ne s'est pas privé de le rappeler. L'autre réforme, portée par la loi El Khomri avec l'inversion de la hiérarchie des normes en ce qui concerne la durée du travail, constitua une autre rupture avec les compromis sociaux et doctrinaux que le PS avait jusque-là préservés. Après un mouvement social auquel le gouvernement était resté sourd, c'est la gauche alternative incarnée par Jean-Luc Mélenchon qui a été le réceptacle de la colère engendrée.

« Un élément peut être ajouté au modèle de Mack », suggère Pierre Martin, électoraliste à Sciences Po Grenoble, « à savoir celui de la disparition d'un adversaire identifié ». Depuis le début du quinquennat, le pouvoir socialiste n'a cessé de légitimer, par les mots utilisés et les raisonnements déployés devant les Français, une grille de lecture néolibérale des difficultés de l'économie française. Cela aurait pu rester sans conséquence, si Emmanuel Macron n'avait pas surgi au cœur de la présidentielle avec son business party, bâti à la hâte mais avec professionnalisme. Ayant eux-mêmes œuvré à son ascension, et accordé du crédit à ses idées économiques, quelle doctrine pouvaient bien lui opposer les défenseurs du quinquennat ?

À droite avec Macron, comme à gauche avec Mélenchon, les électeurs outrés par la dernière phase du quinquennat ont ainsi eu à disposition deux entrepreneurs politiques efficaces, mobilisateurs et beaucoup plus cohérents que des dirigeants socialistes désormais inaudibles. À cet égard, le score du PS atteste bien que la campagne de Hamon n'était pas un « accident » imputable à sa seule équipe. Le récit selon lequel il existait un électoral socialiste endormi, susceptible d'empêcher Macron d'obtenir une majorité, était mystificateur. Dès que l'offre électorale lui en a donné l'occasion, le noyau de cet électoral a fait défaut, dans les grandes largeurs. Et s'il faut y lire la conséquence de trois décennies d'épuisement des réseaux et milieux socialistes au profit d'un électoralisme à courte vue, ainsi que l'a souligné l'historienne Marion Fontaine durant notre live du premier tour, les indices concordent pour faire des 18 derniers mois du quinquennat un moment décisif.

De cet effondrement, le PS ressortira avec une perte de financement public colossale, une absence d'unité que seule la perspective du pouvoir pouvait préserver à défaut d'une doctrine partagée, et un déficit de crédibilité pour prétendre de nouveau à la direction du pays. Dans les cas étudiés par Charles S. Mack, les partis détruits ont souvent éclaté en plusieurs mouvements, en même temps qu'ils se sont fondus dans d'autres forces plus dynamiques. Ils se sont parfois maintenus, comme les libéraux britanniques devenus libéraux-démocrates, après avoir été rejoints par quelques leaders travaillistes au début des années 1980. Mais aucun n'a retrouvé la position de grande force d'alternance qui avait été la sienne.

Comme le remarque le politiste, les modes de scrutins à finalité majoritaire (uninominal à un tour comme au Royaume-Uni ou aux États-Unis, uninominal à deux tours comme en France) sont particulièrement pénalisants : qui n'est plus capable de se qualifier à la ou aux premières places est voué à la marginalité ou au statut de suppléant. Un mode de scrutin proportionnel offre davantage de possibilités de rebond, encore que le cas grec incite à la prudence, le cas néerlandais restant à surveiller. Mauvaise nouvelle pour ce qui restera du PS : le pouvoir n'a pas l'air pressé de modifier la loi électorale.

Fabien Escalona, docteur en science politique et spécialiste de la social-démocratie, collabore régulièrement à Mediapart. À l'occasion de l'élection présidentielle, il nous a rejoints pour mettre en perspective l'actualité de la campagne et les thèmes qui animeront le débat public.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

MAIS AUSSI

4) **Edouard Philippe pour une dose de proportionnelle à l'Assemblée**

Les Echos



Edouard Philippe à l'hôtel Matignon, le 6 juin 2017. - AFP Alain Jocard

Interrogé sur Franceinfo, le Premier ministre a jugé qu'il serait "utile" d'introduire "une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale", tout en s'interrogeant sur le niveau où fixer le curseur.

Invité sur Franceinfo ce matin après les résultats extrêmement positifs du premier tour des législatives pour la République en Marche (LREM), qui risquent de lui donner un raz-de-marée à l'Assemblée avec seulement un tiers des voix, le Premier ministre Edouard Philippe a assuré souhaiter une dose de proportionnelle.

L'ancien maire du Havre a jugé qu'il serait "utile" d'introduire "une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale", tout en s'interrogeant sur l'endroit où placer le curseur. "Est-ce que c'est une petite dose, une dose totale ? Là, il y a un sujet", a-t-il ajouté. Edouard Philippe a aussi rappelé l'engagement présidentiel de réduire le nombre de parlementaires.

Instaurer une dose de proportionnelle a été évoqué par Emmanuel Macron pendant la campagne, mais le candidat s'était bien gardé d'en préciser les modalités.

La dose de proportionnelle est un débat qui va s'ouvrir », avait déjà promis lundi matin Benjamin Griveaux, porte-parole de LREM. Mais la réforme pourrait n'être lancée qu'en 2018, selon une source gouvernementale évoquée par le site Francetvinfo.

Pas de risque de trop forte concentration des pouvoirs

Pour Edouard Philippe, c'est "le sens de la Ve République" que "le gouvernement puisse mettre en œuvre les orientations et atteindre les objectifs qui ont été fixés par le président de la République". Et, pour cela, "il faut qu'il puisse disposer d'une majorité à l'Assemblée".

Quant au "risque pour la démocratie française" d'avoir une majorité trop puissante, pointé par plusieurs responsables politiques, Edouard Philippe objecte que la démocratie repose "sur une majorité parlementaire et sur d'autres piliers du pouvoir, le Sénat par exemple", ajoutant ne pas avoir entendu "les amis que je peux avoir dans le camp des Républicains dire avant le début de la campagne des législatives qu'il ne fallait surtout pas qu'ils aient eux une majorité parce que sinon ils auraient eux tous les pouvoirs à l'Assemblée et au Sénat".

Le locataire de Matignon s'est par ailleurs dit convaincu qu'il y aura des débats dans le prochain Parlement. "Je ne crois pas du tout que les députés qui choisiront de se déplacer dans l'opposition seront silencieux. Je pense même qu'ils seront extrêmement toniques."

Rappel à l'ordre de Bayrou

L'invitation du Premier ministre était aussi l'occasion de revenir sur l'épisode de l'appel de François Bayrou à Radio France, le leader du Modem se plaignant de l'enquête de Franceinfo sur son parti : "Quand on est ministre on ne peut

plus réagir comme quand on est un simple citoyen", a rappelé Edouard Philippe, comme un rappel à l'ordre à son ministre de la Justice .

"Je comprends parfaitement que l'homme François Bayrou ait été agacé par la façon dont les questions ont été posées avec des pressions sur des gens qui ne s'y attendaient pas (...) Mais il se trouve que lorsqu'on est ministre on n'est plus simplement un homme animé par ses passions, ou par sa mauvaise humeur ou par son indignation ».

Le CDI restera la norme

Sur le droit du travail , le Premier ministre a indiqué que toute une série de règles "n'avait pas vocation à être discuté dans l'entreprise ". Il a notamment rappelé que le CDI restera le droit et la norme et qu'il n'y aura pas de changement sur la durée du CDD : "Il y a 48 réunions de prévues. On va discuter. Il y aura des ordonnances et avant la publication de ces ordonnances, il y aura des discussions avec les organisations syndicales".

Le Premier ministre est alors revenu sur les notes publiées par Libération révélant les pistes de travail du gouvernement "plus radicales que celles présentées aux partenaires sociaux", indiquant le quotidien : "On balance dans la nature des documents qui ne sont pas des documents validés par la ministre (du Travail), qui ne sont pas des documents qui m'ont été présentés à moi Premier ministre, qui sont rédigés par je ne sais pas par qui à destination de je ne sais pas qui."

Quant à la plainte déposée par le ministre du Travail, il rappelle qu'elle n'est pas portée à l'encontre du journal Libération , mais que la ministre a envoyé un message qui est un message clair qui dit que pour s'appuyer sur son administration , il faut qu'on soit assuré de la loyauté de cette administration, que balancer dans la nature des documents qui ne sont pas des documents officiels et validés, c'est vouloir nuire à un "process" dans lequel nous sommes engagés de discussions respectueuses avec les organisations syndicales. »

Dépassement des 3 % de déficit

Le Premier ministre Edouard Philippe a estimé qu'il existait "un risque extrêmement fort" que l'objectif de déficit public de 2,8% du produit intérieur brut prévu pour 2017 soit dépassé.

"Avant de devenir Premier ministre, j'avais des doutes. Maintenant que je suis Premier ministre, j'ai des doutes encore plus sérieux ", a-t-il insisté, rejetant la faute sur ses prédécesseurs. "J'espère que le précédent gouvernement a intégré dans le budget 2017 l'ensemble (...) des décisions qu'il (a) prises dans le premier semestre, c'est-à-dire avant de passer la main."

Edouard Philippe recevra le 1er juillet un audit de la Cour des comptes sur l'exécution du budget 2017. "Une fois qu'on aura le panorama complet, objectif, stabilisé de la situation budgétaire, il faudra qu'on regarde comment on passe la fin de l'année et ensuite comment on construit " la suite du quinquennat, a indiqué le Premier ministre. Fin mai, la Commission européenne a mis en garde la France, estimant que son déficit public resterait au-dessus du seuil des 3% du PIB en 2017.

lesechos.fr

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

5) Vente de Solférino, baisse des effectifs : comment le PS veut se sauver



Siège du Parti socialiste en avril 2014. (JACQUES DEMARTHON / AFP)

Avec une baisse de ses dotations de plus de 17 millions d'euros par an, le PS va devoir réduire la voilure. Ce sont les salariés de Solférino qui pourraient trinquer.



Lucas Burel

Verra-t-on bientôt un panneau "à vendre" sur les grilles du prestigieux 10, rue de Solférino ? Avec une perte sèche de plus de 17 millions d'euros annuels à prévoir dès l'année prochaine, le bateau PS s'attend à tanguer. Dans des proportions jamais vues. Au risque de sombrer.

Habitué à rouler avec quelque 25 millions d'euros depuis 2012, le PS va devoir considérablement réduire la voilure et pourrait se séparer d'une partie de ses salariés. D'autant que les élections sénatoriales de septembre prochain devraient signer une nouvelle débâcle... et une nouvelle diminution de ses revenus.

Coupes dans les effectifs

Comment éviter la banqueroute ? Selon le "Le Canard enchaîné", l'état-major du PS a déjà sa petite idée et une comité d'entreprise a été convoqué par Jean-Christophe Cambadélis le 22 juin, quatre jours seulement après le second tour des législatives.

Avec des dotations publiques qui vont passer de 25 millions à moins de 8 millions d'euros, il va falloir changer de standing. Un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) pourrait être déclenché, lequel concernerait la moitié des 120 salariés du PS, selon le "Canard".

Parmi eux, une vingtaine - embauchés en CDD le temps des campagnes présidentielles et législatives - sont sur le point de faire leurs valises. Les permanents, eux, "attendent fébrilement un rendez-vous avec le trésorier du parti", précise Europe 1. Une chose est certaine : les 22 millions d'euros annuels de charge salariale ne pourront plus être assurés par le PS.

Mais en l'état, les cadres du PS assurent être "concentrés à 100% sur le second tour" et refusent de commenter les pertes financières à venir ou les plans de sauvetages évoqués en interne. "On va devenir bailleur c'est ça ? Le PS est propriétaire de son patrimoine immobilier et est le seul parti à ne pas être endetté", évacue un ponte de Solférino auprès de "l'Obs". Lequel concède néanmoins que des "décisions devront être prises" après le 18 juin.

Une prudence qui tranche avec l'ambiance qui règne parmi les petites mains du siège, "laissées à l'abandon", selon un salarié : "Ça a commencé à sentir très mauvais en février quand tout le monde a vu que Hamon décrochait dans les sondages.

Depuis c'est de pire en pire, les couloirs sont vides, il ne se passe rien à Solférino. On est en roue libre...", résume-t-il auprès de "l'Obs", "dégoûté", par l'opacité qui entourent les décisions de la direction :

"Fin mai, les salariés ont demandé une réunion avec le trésorier après la parution dans la presse de scénarios qui comportaient des 'réduction de postes'. On nous a rétorqué que les propos avaient été mal transcrits.

Aucune des options discutées par la direction n'a été détaillée auprès des salariés. On attend des clarifications le 22 juin."

"Il a été répété en AG qu'aucun plan social ne sera lancé cet été ou même avant fin 2017", confirme un autre habitué du siège :

"Le risque est que le couperet tombe en janvier au moment où le montant des dotations publiques sera inscrit dans le projet de loi de finances. Avec 400 députés, Macron pourra tout à fait décider de baisser ces dotations sans affaiblir son mouvement. Ce sera intenable pour le PS. »

Vente, location ou hypothèque du siège ?

Outre un plan de départ des salariés, la vente, la location des locaux de la rue de Solférino pourrait également permettre au PS de garder le tête hors de l'eau. L'hypothèque serait également envisagée si les banques décidaient de se montrer trop frileuses à l'idée de prêter au PS, selon nos informations.

Toucher au patrimoine du parti, une solution déjà choisie par le Parti communiste en 2008 avec la location d'une partie de son siège historique place du Colonel-Fabien à Paris. Pour éponger ses dettes et se relever des législatives désastreuses de 2007, le Front national s'était également résolu à vendre le "Paquebot", son siège historique de Saint-Cloud, pour environ 10 millions d'euros en 2011. Idem pour les Verts, qui avaient dû se séparer de leur "Chocolaterie" parisienne, après les pertes abyssales engendrées par le campagne présidentielle d'Eva Joly en 2012.

Les 3.000 mètres carrés du très chic 7^e arrondissement sont en capacité de donner de l'air aux finances du PS. Estimé par "le Figaro" à 53 millions d'euros - 70 millions si les locaux sont transformés en logements après travaux -, la vente du local historique n'est plus un interdit : "Il faudra aborder la nouvelle période sans tabou : à partir du moment où vous changez, vous changez tout. Il faudra marquer une nouvelle époque", avait déjà indiqué en mai sur France Inter, le Premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis.

Un premier secrétaire qui pourrait regarder à distance cette "nouvelle époque". Car le Conseil national (parlement du PS) qui doit se réunir le 24 juin, promet d'être agité avec, en ligne de mire : le Congrès avant la fin de l'année, et une éventuelle "clarification politique" à la tête du PS. D'ici là, les salariés de Solférino sauront peut-être à quelle sauce ils vont être mangés...

Lucas Burel Journaliste

tempsreel.nouvelobs.com

Devant les grilles du siège, dont la vente est évoquée pour renflouer des caisses qui vont en prendre un sérieux coup, les journalistes attendent les quelques socialistes qui s'aventurent jusqu'au bureau national de ce lendemain de défaite. Les mines sont sombres, les lunettes de soleil de rigueur. Gueule de bois électorale. « Vous voulez quoi ? Que je saute dans la Seine ? Que je me flagelle sur la place publique ? » s'agace l'ancienne ministre Laurence Rossignol, qui va retrouver sa place au Sénat la semaine prochaine. « Vous voulez voir mourir la bête ? Elle n'est pas encore morte » lâche en poussant la lourde porte le député européen Emmanuel Maurel, responsable de l'aile gauche. La bête n'est peut-être pas morte, mais au sol et gisante.

Seule une trentaine de membres du bureau national a fait le déplacement pour écouter Jean-Christophe Cambadélis. Bien que terriblement affaibli, lui-même éliminé dès le premier tour, « il était comme un Sphinx » raconte un participant. En réalité, au-delà du constat de catastrophe et de défaite historique – « une crise sociologique, idéologique et stratégique » résume Emmanuel Maurel – rien n'a été décidé. « La grande explication va venir, mais elle n'est pas pour aujourd'hui. Ce sera la semaine prochaine. Et les gens importants n'étaient pas là », raconte un autre. Le bureau national se réunira lundi prochain sous forme d'un séminaire, qui pourrait prendre des allures de thérapie de groupe, avant un conseil national annoncé pour le 24 juin.

« Cambadélis fait partie de cette génération qui doit passer la main »

Avant le bureau de ce lundi, où les ex-frondeurs étaient bien représentés, certains voulaient pourtant en découdre. Gérard Filoche a poussé un coup de gueule dont il a le secret, mettant la responsabilité de la situation sur les dos de « Hollande et Valls » (voir la vidéo). Alexis Bachelay, proche de Benoît Hamon, éliminé comme son camarade dès le premier tour, commence par expliquer qu'il ne demande pas la démission du premier secrétaire, tout en l'enterrant : « La tête de Cambadélis a déjà roulé dans la sciure. On ne va pas tirer sur l'ambulance » lance-t-il, avant de dégommer ceux « qui se sont accrochés pendant 20 ans, les Guigou, les Cambadélis. (...) [Ce dernier] fait partie de cette génération qui doit passer la main ».

« C'est une opération mains propres. Les Français en avaient marre de voir les mêmes têtes à droite comme à gauche depuis 20 ou 30 ans », continue Alexis Bachelay, « on va faire une cure d'opposition, une cure d'humilité aussi. On avait quasiment tous les pouvoirs il y a 5 ans, là on est quasiment au fond du trou ». Regardez :

Alexis Bachelay : "On avait quasiment tous les pouvoirs il y a 5 ans, là on est quasiment au fond du trou"

<http://dai.ly/x5q59e1>

« Aujourd'hui nous sommes à terre. Soit on est assez intelligent pour avoir un collectif soudé, soit nous allons disparaître »

A la sortie, le ton a subitement changé et devient plus mesuré. « C'était un début d'analyse. On aura d'autres moments pour s'expliquer. C'est une catastrophe, on peut utiliser tous les superlatifs, mais on reconstruira » souligne l'ex-député des Hauts-de-Seine.

Eduardo Rihan-Cypel, lui aussi emporté par la vague En Marche, ne fait pas du cas Cambadélis le sujet du jour : « Je ne crois pas que la priorité soit de couper des têtes ». « Aujourd'hui nous sommes à terre. Soit on est assez intelligent pour avoir un collectif soudé, soit nous allons disparaître » prévient-il. « Ce serait une solution de facilité (de changer de premier secrétaire). Et ça change quoi ? Ce n'est pas le sujet » confirme la conseillère régionale d'Ile-de-France, Marie-Pierre de la Gontrie, future candidate aux sénatoriales de septembre sur la liste socialiste parisienne. Une ancienne ministre, abonde : « Je ne vois pas pourquoi on déstabiliserait davantage le bateau en faisant un putsch sur le capitaine. Cambadélis a des qualités politiques et la lucidité ». Un autre socialiste remarque que de toute façon, « aucun n'est en position de se présenter comme un recours quelconque... »

Pour l'heure, les socialistes vont tenter de sauver ceux qui peuvent encore l'être, en jouant de l'argument de « la diversité démocratique nécessaire à l'Assemblée » affirme Rachid Temal, secrétaire national à l'organisation. Gérard Filoche appelle à un désistement réciproque avec les candidats de la France insoumise pour « avoir le maximum de députés pour un groupe parlementaire rouge-rose-vert ». Mais « depuis le début, la France insoumise a toujours rejeté tout accord » remarque Rachid Temal.

Avant de s'en remettre, les socialistes sont partis pour un long travail sur eux. « On n'en a pas pour 48 heures. Il faudra du temps » explique une socialiste. Marie-Pierre de la Gontrie abonde en ce sens :

VI) Législatives : « Au fond du trou », le PS doit tout reconstruire

Législatives : lendemain de défaite au PS

<http://dai.ly/x5q61y9>



Par François Vignal

Rien n'a été décidé au bureau national du PS, au lendemain d'une défaite historique. Rendez-vous est pris pour un conseil national à la fin du mois. Mais le travail de reconstruction sera long pour un PS explosé façon puzzle par la vague Macron.

Un champ de ruines. Le Parti socialiste se retrouve laminé, au lendemain du premier tour des élections législatives. Elles prennent la forme d'une réplique de la présidentielle. Le PS/PRG/divers gauche ne rassemblent que 9,51% des voix sur l'ensemble du territoire. Dimanche prochain à l'issue du second tour, Solférino ne pourra conserver que 20 à 30 sièges. Un cataclysme politique pour les socialistes.

« La grande explication va venir, mais elle n'est pas pour aujourd'hui »

« Un parti, c'est comme un être humain. Il y a un temps de deuil, de métabolisation et un temps de rebond ».

Mais déjà, certains ont une idée sur la ligne à suivre. « Si l'on veut redonner du souffle à la gauche et à l'idée socialiste, il faut repenser complètement l'organisation du parti, affiner son cap stratégique, être résolument à gauche, donc pour la stratégie d'unité des forces de gauche, ne pas être un faux nez d'En Marche ou un groupuscule d'appoint de la majorité présidentielle » soutient la sénatrice de l'aile gauche, Marie-Noëlle Lienemann. Elle continue : « Personne ne s'impose comme leader naturel dans ce parti. La première phase c'est d'être bien au clair sur le cap stratégique. Ça va se jouer assez vite quand il y aura le vote de confiance pour le gouvernement. Ce sera pour ou contre. Toute ambiguïté serait mortifère et acterait un éclatement encore bien plus important ». Regardez :

Marie-Noëlle Lienemann : "Le PS ne doit pas être un faux nez d'En Marche"

<http://dai.ly/x5q5an5>

Analyse que ne partage certainement pas l'ex-ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, qui s'en sort bien dans sa circonscription de la Sarthe où La République En Marche n'avait pas mis de candidat. Il a « compris » qu'« il fallait donner une majorité à Emmanuel Macron » et se dit « constructif ». Le réel va vite rappeler les socialistes à leurs divisions : vote de confiance, qui définit l'appartenance à la majorité, puis vote sur les ordonnances sur la loi travail.

« Je vais retourner chercher du boulot »

Dans l'immédiat, les 120 salariés de Solférino ne pourront certainement pas échapper à un plan social. Le parti va voir ses subventions publiques considérablement réduites et devra réduire la voilure. Elles étaient de 26 millions d'euros en 2012, lorsque le PS avait 279 députés... Elles sont notamment fonction du nombre de parlementaires et du nombre de voix obtenues aux législatives. Un comité d'entreprise est prévu à la fin du mois pour aborder ces questions.

Si le PS panse ses plaies, certains quadras pensent déjà à l'avenir. Bien que défait dès le premier tour, Eduardo Rihan Cypel, 41 ans, s'imagine en être. « Je veux reconstruire, ça va être le rôle de ma génération. Je serai de ceux qui vont reconstruire notre famille » assure le socialiste, qui ne souhaite pas que le PS devienne « un parti satellite de la gauche » comme « le PRG ou le PCF ». Alexis Bachelay, 43 ans, en rigole, tout en y pensant : « Si je reste en vie et en bonne santé, dans 15 ans, je suis encore là ! ». D'ici là, il sait quoi faire : « Je vais retourner chercher du boulot ». Comme la majorité des députés socialistes.

publicsenat.fr



LAPRESSEENREVUE.EU

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue